



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 2 - Sénégal | Septembre 2025

Alerte précoce et prévention des crises:
entre vulnérabilité climatique, tensions
communautaires et insécurité transfrontalière



Résumé exécutif

Cette note de politique analyse les incidents sécuritaires, sociaux et politiques survenus au Sénégal entre août et septembre 2025, sur la base des rapports produits par le réseau de moniteurs déployés dans le cadre du programme de Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS). L'analyse révèle des préoccupations majeures concernant l'insécurité croissante, les défis liés aux catastrophes naturelles, les tensions communautaires et les problématiques de gouvernance. Les incidents rapportés sur la période récente au Sénégal mettent en lumière la diversité des risques – sécurité publique, vulnérabilités climatiques, tensions sociales et gouvernance démocratique. Les rapports mettent en évidence l'efficacité variable de la réponse des autorités et la nécessité de renforcer tant les dispositifs préventifs qu'un dialogue communautaire et politique plus inclusif.

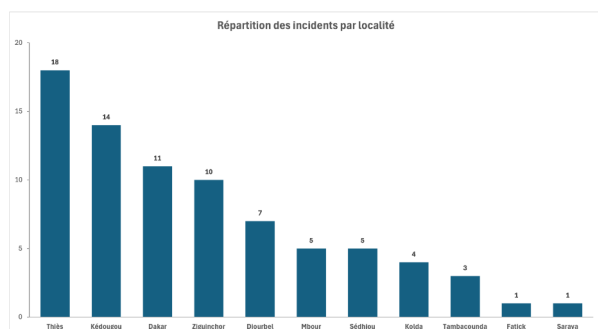
Cette note de politique propose une analyse synthétique d'incidents marquants, la méthodologie déployée, les résultats clés et des recommandations pour améliorer la résilience et la cohésion sociale du pays. Ces recommandations visent à renforcer les mécanismes de prévention et de gestion des crises, améliorer la coordination institutionnelle et promouvoir un dialogue inclusif pour préserver la stabilité et la cohésion sociale au Sénégal.

Faits saillants

Les points saillants qui ressortent de cette collecte du dispositif d'alerte précoce traduisent plusieurs dynamiques de vulnérabilité :

- 79 alertes d'incidents ont été remontées par les moniteurs entre le 20 août et le 19 septembre 2025 dans différentes régions du Sénégal.
- Les incidents sont diversifiés : homicides liés à des manifestations culturelles, escroqueries financières auxquels s'ajoutent des problèmes d'encadrement des activités économiques suspectes (Qnet), vols de bétail, et problèmes de sécurité publique.
- Des catastrophes naturelles, notamment des inondations, ont touché plusieurs régions dont Kédougou, Matam et Ziguinchor, provoquant d'importants dégâts matériels et isolant certaines communautés.
- Des incidents liés au trafic de stupéfiants ont été signalés dans plusieurs régions, notamment à Kédougou, Thiès et Diourbel.
- Un drame lié à une manifestation culturelle (sortie de Kankourang) a été signalé à Kolda avec le décès d'un adolescent, soulevant des questions sur l'encadrement des pratiques traditionnelles.
- Des opérations de sécurisation ont été menées par les autorités, notamment lors d'événements majeurs comme le Magal de Touba.
- Fermeture d'établissements nocturnes pour non-conformité administrative et l'impact de la mauvaise gouvernance sur l'espace civique (restrictions, arrestations)

Figure 1 : Répartition des incidents par localité

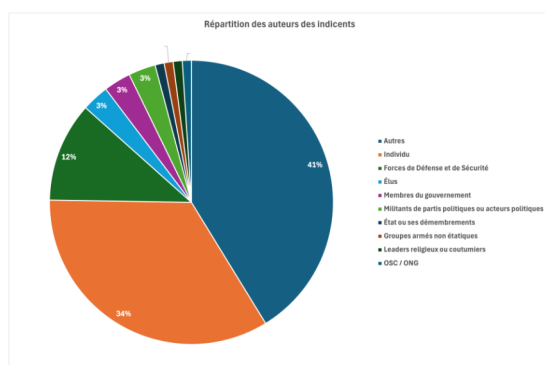


Source : *Systèmes d'alerte précoce, RESDECS 2025*

Les particularités des incidents d'insécurité à Thiès incluent la forte présence de délinquance liée aux motos-taxis ("jakartas") (agressions, vols de véhicules), les vols de bétail et de biens ménagers. Ces problèmes sont accentués par une croissance urbaine rapide et des conditions socio-économiques difficiles, ainsi qu'une perception d'insécurité croissante due à l'augmentation des agressions et des violences. Dans la région de Kédougou, l'insécurité est liée à la proximité des frontières avec le Mali et la Guinée, aux trafics illicites (notamment l'orpaillage clandestin) et à une criminalité de droit commun, incluant des attaques armées, du trafic sexuel et des vols. Cependant, Saraya, bien que située dans la région de Kédougou, n'a pas connu d'incidents majeurs, particulièrement durant cette période (20 août – 19 septembre 2025)

Les auteurs de certains incidents, dénommée ici "individus" et "autres", restent non identifiés car l'identification de l'auteur n'est pas facile dans la mesure où l'enquête ne donne pas les identités, il les cachent pour la sécurité des personnes inculpées et la préservation de leur vie privée. C'est aussi pour se concentrer sur la prévention future. Les causes peuvent également inclure le manque d'informations disponibles, des circonstances complexes, l'absence de témoins directs ou une décision délibérée de rester anonyme.

Figure 2 : Les auteurs des incidents



INTRODUCTION

Le Sénégal bénéficie d'une stabilité politique relative en Afrique de l'Ouest, mais cette stabilité est fragilisée par des tensions structurelles et conjoncturelles, dont les éruptions sont régulièrement observées lors des saisons d'hivernage, pendant les périodes électorales ou lors d'événements culturels majeurs. Le Sénégal, bien que considéré comme une citadelle démocratique en Afrique de l'Ouest, fait face à des défis persistants liés aux tensions politiques, à la gouvernance électorale, aux inégalités régionales et à des vulnérabilités sécuritaires. La présence de groupes armés en Casamance, les trafics transfrontaliers, l'exploitation aurifère artisanale dans la zone du Sud-Est, ainsi que la montée des discours clivants sur les réseaux sociaux constituent des facteurs de risque pour la stabilité du pays. Outre les menaces économiques et sécuritaires, la période récente révèle aussi des évolutions positives. On observe, par exemple, une forte mobilisation citoyenne lors des crises, l'engagement accru de la société civile et des campagnes de sensibilisation innovantes. Néanmoins, la restriction progressive de l'espace civique, les déficits de prévention et de réponse institutionnelle ainsi que les faiblesses en gouvernance locale entravent la résilience globale du pays. Dans ce contexte, le dispositif d'alerte précoce mis en place par Gorée Institute vise à identifier rapidement les signaux faibles de tension, produire une information fiable et accompagner la décision publique à travers des recommandations pratiques. Face à ces défis multiformes, le programme « **Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale** » (RESDECS), financé par l'Union européenne et mis en œuvre par le **Gorée Institute au Sénégal**, en **Guinée** et en **Côte d'Ivoire**, utilise la recherche et le dialogue politique comme leviers d'amélioration des processus démocratiques et de renforcement de la cohésion sociale. Le réseau de moniteurs déployés dans les régions clés constitue ainsi un outil essentiel pour prévenir les crises et promouvoir une gouvernance démocratique et une cohésion sociale durables. L'alerte précoce est un dispositif de veille, d'analyse et de communication visant à anticiper l'apparition ou l'escalade de crises politiques, sociales ou sécuritaires, afin de permettre aux décideurs de prendre des mesures rapides et adaptées. Elle repose sur la collecte d'informations factuelles, l'analyse de tendances et la formulation de recommandations à court et moyen termes.

Méthodologie

La méthodologie adoptée repose non seulement sur la collecte d'informations provenant de multiples sources et d'acteurs, mais aussi sur l'analyse approfondie des données collectées permettant d'identifier des tendances à partir des incidents constatés. Cette approche assure une contextualisation fine des risques, en tenant compte des réalités sociopolitiques sénégalaises, ce qui permet d'élaborer des recommandations adaptées pour la prévention des crises et la consolidation de la paix. La méthodologie s'appuie sur le cadre théorique de l'alerte précoce, défini comme « *l'ensemble des activités de collecte, d'analyse et d'interprétation de données factuelles permettant d'anticiper les risques et de renforcer la capacité de réaction des acteurs publics et de la société civile* ». La couverture territoriale est assurée grâce à un réseau de moniteurs déployés dans des régions clés appelées zones : Dakar, Thiès, Diourbel, Saint-Louis, Ziguinchor, Sédhiou, Kolda et Kédougou. Ce maillage permet de saisir autant les dynamiques urbaines, marquées par les mobilisations politiques que sociales, et les dynamiques rurales, souvent liées aux tensions foncières, aux rivalités intercommunautaires ou aux effets des crises régionales. Les moniteurs procèdent à une veille documentaire régulière, à une revue de presse systématique, à l'extraction d'informations quantitatives et qualitatives relatives aux indicateurs, ainsi qu'à un codage thématique pour classer les données en fonction des composantes et sous-indicateurs définis.

Cette note de politique s'organise en quatre grandes parties. D'abord, elle analyse la vulnérabilité climatique et la défaillance des infrastructures. Ensuite, elle évalue les tensions communautaires et les dérives autour des traditions combinée à une insécurité rurale et une criminalité transfrontalière grandissante. Enfin, l'étude revient sur les faiblesses des dispositifs de prévention et les réponses institutionnelles. La formulation des recommandations stratégiques permettra de renforcer la résilience nationale et la prévention des crises, en vue d'assurer une gouvernance démocratique solide et inclusive.

Résultats

1. Vulnérabilité climatique et défaillance des infrastructures

Les régions de Kédougou, Sédhiou, Matam et Tambacounda font face à une récurrence alarmante des inondations pendant la saison hivernale, exacerbée par l'état déplorable des infrastructures routières. À Madina Sirimana, les pluies ont rendu les routes en latérite impraticables, isolant les villages et compromettant l'accès aux soins médicaux essentiels, notamment en cas d'urgence. Cette situation se répète année après année, sans que des mesures structurelles ne soient mises en œuvre pour assainir les axes ou construire des systèmes de drainage efficaces. Le village de Léfakho, dans la commune de Khossanto, a également subi de graves dégâts avec des arbres déracinés, des toitures arrachées et des clôtures détruites à la suite d'un orage violent, plongeant les habitants dans l'inquiétude. Malgré la visite des autorités municipales pour évaluer les dégâts, aucune réponse durable n'a été apportée. La région de Ziguinchor n'est pas épargnée, avec des incidents comme la découverte de deux jeunes charbonniers morts par intoxication probable dans la brousse de Bessire, où l'absence de suivi et de sécurité rurale a été soulignée. L'isolement des zones rurales complique non seulement les interventions d'urgence, mais aussi la prévention des risques. À Kédougou, le bloc opératoire du centre de santé reste inutilisable à cause d'une fuite d'oxygène, obligeant les patients à être transférés à Dakar, ce qui entraîne des pertes de temps et des coûts supplémentaires pour les familles. Cette incapacité à mettre en service des équipements pourtant disponibles illustre un dysfonctionnement logistique et technique profond. Les populations expriment un sentiment d'abandon face à cette insuffisance d'infrastructures. À Madina Sirimana, un habitant déclare : « *Nous sommes coupés du monde chaque hivernage* ». Ces propos résument l'impuissance vécue par les communautés rurales, qui subissent chaque année les mêmes conséquences sans que les autorités ne parviennent à rompre ce cycle. L'absence de routes praticables, de centres médicaux opérationnels et de systèmes de prévention renforce la précarité et fragilise la confiance envers l'État.

A Matam, au Nord-est du Sénégal, Diamel qui se trouve en bordure de la rive gauche du fleuve Sénégal, est dans une zone particulièrement exposée aux risques d'inondations. Dans cette localité, les eaux du

fleuve et de ses défluent ont entièrement submergé les quartiers malgré les efforts des habitants pour contenir la montée des eaux avec des sacs de terre, causant des dégâts considérables : habitations, routes, poste de santé, écoles, marché, ruelles, commerces et ateliers, tous sont inondés. Pourtant l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), avait publié un communiqué en date du 13 septembre 2025, indiquant une vigilance orange face à cette situation hydrologique très préoccupante dans la vallée du fleuve Sénégal

En somme, la combinaison des aléas climatiques et de l'insuffisance des infrastructures crée un cercle vicieux de vulnérabilité. Les interventions restent ponctuelles et réactives, sans vision stratégique de résilience territoriale. Sans investissements ciblés dans la voirie, le drainage et les équipements sanitaires, les populations resteront exposées à des risques évitables, et la fracture entre les zones urbaines et rurales s'accentuera.

2. Tensions communautaires et dérives autour des traditions

Les manifestations du Kankourang, rituel traditionnel censé incarner l'ordre et la discipline, se transforment de plus en plus en sources de violences et de tensions intercommunautaires. À Ngaparou, un Kankourang a été tué lors d'une altercation après avoir porté un coup de machette à un individu. À Kolda, un adolescent de 16 ans, A. Woury Ba, a été poignardé à mort lors d'une bagarre liée à une sortie de Kankourang à Sikilo, et le présumé auteur, déjà impliqué dans un meurtre en 2024, a été arrêté. Ces drames successifs ont suscité une inquiétude grandissante, poussant de nombreuses voix à réclamer l'interdiction totale de ces manifestations culturelles jugées incontrôlables. Face à cette escalade, le préfet de Kolda a pris un arrêté interdisant les sorties de Kankourang sur la voie publique, invoquant les troubles à l'ordre public, la perturbation de la circulation et l'usage d'objets dangereux. Cette mesure, bien que nécessaire, soulève des tensions entre préservation de la sécurité publique et respect des traditions. Les jeunes, souvent les principaux acteurs de ces sorties, expriment leur colère face à un vide social et à l'absence de cadres d'expression. Un moniteur de terrain note : « Les jeunes sont en colère, ils veulent des réponses », mettant en lumière un malaise plus profond lié au manque d'opportunités et de médiation. Les autorités peinent à concilier modernité et tradition, et les

dispositifs de médiation restent faibles. Les conflits liés au Kankourang ne sont pas isolés : ils s'inscrivent dans un contexte plus large de tensions sociales, notamment autour du foncier, de l'accès aux ressources et de la gouvernance locale. À Ngaparou, une femme de 43 ans a été retrouvée morte, projetée depuis son balcon, avec plusieurs coups de couteau, dans un contexte non élucidé mais qui ajoute à l'insécurité perçue.

En somme, en l'absence de cadre institutionnel pour encadrer ces pratiques, les risques de dérapage restent élevés. La criminalisation des actes violents est nécessaire, mais elle doit s'accompagner d'une politique de dialogue avec les chefs traditionnels, les jeunes et les communautés. Sans cela, les interdictions risquent d'alimenter la défiance plutôt que de restaurer la paix sociale.

3. Insécurité rurale et criminalité transfrontalière

Le vol de bétail constitue une menace majeure pour l'économie rurale, en particulier dans la région de Sédhiou, où plus de 2 000 têtes ont été volées en deux ans. Ces vols, souvent organisés et perpétrés entre 3h et 4h du matin par des groupes armés utilisant des tricycles ou des taxis-bagages, plongent des familles entières dans la détresse économique. Ya Khady Tamba, veuve et mère de quatre enfants, a perdu tout son troupeau en une nuit, illustrant la vulnérabilité des petits éleveurs. Malgré la loi criminalisant le vol de bétail, les éleveurs dénoncent son inapplication sur le terrain et l'absence de soutien de l'État. Les interventions des forces de sécurité sont sporadiques. À Gouye Mbinde, deux individus ont été arrêtés grâce à un informateur, et le bétail volé a été récupéré. À Kolda, six individus (cinq Maliens et un Sénégalais) ont été interpellés pour vol de bétail et abattage clandestin, démontrant l'implication de réseaux transnationaux. Cependant, ces actions restent ponctuelles, et les éleveurs se sentent livrés à eux-mêmes, assurant eux-mêmes des rondes nocturnes sans moyens adéquats. Un éleveur déclare : « On se sent abandonnés par les autorités », exprimant un sentiment de déconnexion entre les politiques publiques et les réalités du terrain. Par ailleurs, les trafics transfrontaliers de drogue et de médicaments illicites persistent. À Tambacounda, un réseau de vente de médicaments provenant de la Gambie a été démantelé, et à Kédougou, un individu a été arrêté pour culture de chanvre indien et blanchiment

d'argent. Ces faits démontrent l'existence de filières organisées qui profitent des zones frontalières poreuses. La police de Ziguinchor a également mené une opération de fermeture de bars et boîtes de nuit non conformes, visant à réduire les nuisances et à renforcer la sécurité nocturne.

En définitive, il apparaît que la lutte contre l'insécurité rurale exige une approche intégrée : renforcement des brigades rurales, équipement des forces locales, coopération transfrontalière et application stricte des lois existantes. Sans cela, les communautés resteront exposées, et la confiance dans les institutions continuera de s'éroder.

4. Faiblesses des dispositifs de prévention et de réponse institutionnelle

Les interventions des autorités sont souvent réactives plutôt que préventives, ce qui limite leur efficacité face aux crises. À Touba, un accident entre un « taxi Allo Dakar » et un « véhicule Chékhrou Cherifou » a fait un mort et dix-neuf blessés, sans que des mesures de sécurisation du tronçon ne soient signalées. À Sédhiou, des supporters en colère ont saccagé des rizières après un match de football, causant de graves pertes aux femmes agricultrices, mais aucune intervention immédiate des forces de l'ordre n'a été confirmée. Ces retards ou absences d'intervention renforcent la perception d'un État absent. Les dispositifs judiciaires et sécuritaires peinent à suivre. À la MAC de Thiès, des bagarres entre détenus et gardes pénitentiaires ont éclaté, faisant plusieurs blessés, et les agents ont dû déployer des moyens de maintien de l'ordre en milieu carcéral. À Ziguinchor, la découverte des corps des deux charbonniers a ouvert une enquête, mais les causes du décès restent non élucidées, montrant les limites des capacités d'investigation. Les populations attendent une réponse plus rapide, plus visible et plus structurée. Les verbatims recueillis — « *Nous sommes coupés du monde* », « *On se sent abandonné* », « *Les jeunes sont en colère* » — traduisent un malaise profond, alimenté par l'inefficacité perçue des institutions. Les autorités locales sont souvent débordées, mal équipées et manquent de coordination avec les niveaux nationaux.

Ainsi, pour rompre ce cycle, il est essentiel de renforcer les capacités locales, d'instaurer des systèmes d'alerte précoce et de promouvoir la participation citoyenne dans la gestion des crises. Une politique de sécurité doit être à la fois répressive et préventive, mais

surtout proche des populations, pour restaurer la confiance et garantir la paix sociale.

Recommandations stratégiques

- **Renforcer la résilience des territoires face aux aléas climatiques** : Il est urgent de doter les régions vulnérables (Kédougou, Sédhiou, Tambacounda) de systèmes de drainage, de routes revêtues et de plans d'évacuation médicale. Un programme national de sécurisation des axes routiers et de construction de digues devrait être lancé, financé en partie par des partenariats public-privé (PPP) et des fonds climatiques internationaux. La mise en service efficace des blocs opératoires et des centres de santé doit être priorisée pour garantir l'accès aux soins.
- **Instaurer un cadre de médiation communautaire autour des traditions à risque** : Face aux dérives du Kankourang, il convient de créer des comités locaux de dialogue réunissant chefs traditionnels, jeunes, forces de sécurité et autorités locales. Ces comités devraient définir des chartes d'engagement pour encadrer les sorties, tout en valorisant le rôle positif du Kankourang dans la cohésion sociale. Des espaces d'expression et de formation pour les jeunes devraient être développés pour canaliser les frustrations sociales.
- **Sécuriser les zones rurales et lutter contre les trafics transfrontaliers** : Un plan national de sécurité rurale doit être mis en place, doté de brigades mobiles équipées, de systèmes d'alerte communautaire et de coopération renforcée avec les pays voisins (Gambie, Guinée, Mali). L'application stricte de la loi sur le vol de bétail doit être systématisée, avec des sanctions exemplaires et un accompagnement des victimes. Les forces de sécurité doivent être formées à la gestion des conflits fonciers et pastoraux.
- **Moderniser les dispositifs de réponse aux crises et renforcer la confiance citoyenne** : Les autorités doivent investir dans des systèmes d'alerte précoce, des cellules de crise locales et une communication transparente avec les populations. La formation des agents de santé, de sécurité et judiciaires à la gestion des urgences doit être renforcée. Enfin, une politique de reddition des comptes régulière, incluant des rapports publics sur les interventions et les résultats, contribuera à

restaurer la confiance dans l'action publique.

- **Promouvoir le dialogue politique inclusif et la préservation des libertés publiques** : Favoriser la digitalisation de l'état civil, l'accès facilité à la carte d'identité (en particulier pour les jeunes) et garantir la liberté d'expression et l'indépendance des médias.
- **Renforcer la coordination et la communication institutionnelle** : Instaurer une communication proactive et transparente entre autorités, forces de l'ordre et populations, avec des campagnes régulières sur la prévention des incidents et la gestion des urgences.

Conclusion

En définitive, la diversité des incidents recensés au Sénégal durant la période du 20 août au 26 septembre 2025 met en évidence la nécessité d'une approche intégrée et multi-sectorielle de la prévention des crises. Si la mobilisation des forces de sécurité et de la société civile est notable, des défis subsistent en matière d'infrastructures, de régulation sociale et de gouvernance politique. Les incidents récents au Sénégal révèlent une crise multidimensionnelle, où les facteurs naturels, sociaux et institutionnels s'entremêlent. La gestion des crises actuelles, souvent réactive, doit être remplacée par une approche préventive, territorialisée et participative. Il est urgent de renforcer les infrastructures, de sécuriser les zones à risque, et de renouer le dialogue entre les autorités et les communautés. Sans une réponse coordonnée et durable, les vulnérabilités actuelles risquent de s'aggraver, menaçant la cohésion sociale et la stabilité du pays.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale au Sénégal					
Activisme communautaire se transformant en tensions (mobilisations par quartier, village, confrérie, etc.)			1	1	2
Conflits fonciers ou pastoraux entre groupes (ex : agriculteurs vs éleveurs)			2		2
Faible taux de résolution des conflits sociaux par les mécanismes existants				1	1
Gestion des inondations			2		2
Incidents interethniques ou interreligieux signalés (violence, intimidation, litiges)			1		1
Insécurité et vol	1				1
Perception d'inégalités d'accès aux services publics entre régions ou groupes		2	1	3	6
Protestations locales liées à la répartition des ressources (ex : foncier, eau, électricité, infrastructures)		3	2	1	6
Gouvernance Politique et Démocratique au Sénégal					
Contestation d'une élection anticipée	1				1
Refondation politique nationale	1				1
Paix au Sénégal					
acte commis par des personnes d'autres nationalités			1		1
Agression	1				1
Arrestation du porte-parole du MFDC	1				1
Circulation non contrôlée d'armes légères ou artisanales				1	1
Insécurité	1				1
Mouvements suspects ou non contrôlés de populations dans les zones frontalières			1		1
Non-application des accords de paix ou des recommandations issues de dialogues		1			1
Présence de trafics transfrontaliers d'armes, drogues ou carburants	3	1	1		5
Sentiment d'injustice	1				1
Violence lors d'activité communautaire		1			1
Violences lors de manifestations politiques ou sociales		1			1
Total	10	9	12	7	38

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute